

Zeitschrift: Allgemeine schweizerische Militärzeitung = Journal militaire suisse =
Gazetta militare svizzera

Band: 74=94 (1928)

Heft: 1

Vereinsnachrichten: Société Suisse des Officiers : le Comité Central aux Sections

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Capitaine Jules de Pury †.

(Correspondance.)

Le Capitaine *Jules de Pury* était né en 1861 à Neuchâtel. Il descendait d'une très ancienne famille neuchâteloise qui a donné au pays de nombreux magistrats et officiers.

Après avoir suivi les écoles de Neuchâtel, il étudia la médecine pendant quelques semestres aux Universités de Bâle et de Heidelberg. Sa santé l'ayant obligé d'interrompre ses études, il se rendit en Australie et y fit pendant 9 ans de l'agriculture dans un domaine de la famille de Pury.

Rentré au pays en 1891, il se voua à la carrière militaire.

Lieutenant en 1882, Premier-lieutenant en 1892, Capitaine en 1895, il entra en 1896 dans le corps d'instruction de l'infanterie comme aspirant instructeur définitif et était nommé instructeur de 2^{me} classe en 1900. Il fut attaché aux Places d'armes de Lausanne et de Colombier et fit de nombreux services avec la garnison de St. Maurice.

Il donna sa démission pour raison de santé en 1906 et vécut dès lors à Neuchâtel. Il est mort le 9 décembre 1927 d'une maladie de coeur.

Cet officier à la fois très cultivé, très pratique et d'une urbanité parfaite sera vivement regretté de ses anciens camarades qui appréciaient hautement le beau caractère de ce loyal soldat, à l'humeur égale et toujours empreinte de bienveillance.

Société Suisse des Officiers.

Le Comité Central aux Sections.

Circulaire No. 24.

Lugano, le 27 décembre 1927.

1. *Section directrice pour 1928/30.*

Suivant l'article 15 des Statuts, nous avons prié la *Section de St. Gall* de vouloir accepter la direction (Vorort) de notre Société pour la période de 1928—1930. La Section de St. Gall a accepté notre proposition. Cette proposition sera considérée comme adoptée si elle ne sera pas refusée dans le délai de 2 mois par une ou plusieurs Sections ayant ensemble le droit de désigner au moins 20 délégués. (V. art. 15 des Statuts.) Le délai ci-dessus sera considéré comme échu le 29 février 1928.

L'Assemblée triennale des Délégués aura lieu, à Lugano, très probablement dans la seconde moitié de juin de 1928.

2. La Société Suisse des Officiers a été représentée aux obsèques de feu le Colonel-Cdt. de Corps Th. Sprecher von Bernegg par une délégation de trois membres du Comité Central.

3. Sur la demande de la *Section de Neuchâtel* nous avons prié le Département militaire fédéral de bien vouloir lui accorder son précieux

appui et ses conseils afin de combattre la campagne menée par l'association antimilitariste du Locle.

4. M. l'ingénieur *Leo Handl*, *Innsbruck, Museumstraße 4/1*, ancien officier de l'armée autrichienne, a demandé de pouvoir donner des conférences, en Suisse, chez les Sections de la Société des officiers. Il possède la permission du Département militaire fédéral, et comme il s'agit d'un civil, il n'est pas nécessaire qu'on s'adresse au Département même pour s'assurer ses conférences.

Le Secrétaire de la S. S. O. :
Major Bolzani.

Lugano, le 5 janvier 1928.

Circulaire No. 25.

Nous vous soumettons le texte de la lettre que nous avons adressé aux Présidents du Conseil National et du Conseil des Etats en protestant contre le fait qu'ils n'ont pas cru devoir commémorer le décès du Colonel Cdt. de Corps Sprecher v. Bernegg :

«Le Comité Central de la Société Suisse des Officiers, dans sa séance du 28 décembre 1927, a décidé de vous faire part de la pénible impression suscitée dans le corps des Officiers par le fait que le regretté Colonel Commandant de Corps Sprecher de Bernegg, ancien Chef de L'E.M.G. de l'Armée, n'a pas été commémoré par les Présidents du Conseil National et du Conseil des Etats.

«Le Comité Central de la Société Suisse des Officiers a été informé de la circonstance que, selon la règle, les Présidents des deux Chambres ne commémorent que les Membres des Chambres elles-mêmes, décédés pendant la durée de leur mandat, et les dignitaires nommés par l'Assemblée Fédérale, décédés en activité de service.

«Le Comité Central a d'autre part appris que cette règle a été enfreinte de nombreuses fois à l'occasion du décès de personnages méritant particulièrement la reconnaissance de la nation.

«Dans ces circonstances, le Comité Central se permet respectueusement de vous exprimer son regret de ce que vous n'avez pas cru devoir enfreindre la règle citée à l'occasion du décès du Colonel Commandant de Corps von Sprecher.

«Agréez, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments de haute considération.»

Communication à la Presse:

(au moyen de l'Agence télégraphique suisse, à Berne).

«Le Comité Central de la Société Suisse des Officiers, dans sa séance du 28 décembre 1927, a décidé d'écrire aux Présidents des deux Chambres Fédérales pour leur exprimer la pénible impression suscitée dans le corps des officiers par le fait que le Colonel Commandant de Corps Sprecher de Bernegg, ancien Chef d'Etat-Major-Général de l'Armée, décédé

pendant la session de décembre, n'a pas été commémoré au sein du Parlement.»

Pour le Comité Central de la S. S. O.:
Le Secrétaire:
Major *Bolzani*.

Le Comité Central de la S. S. O. a reçu, de la part de M. Minger, Président du Conseil National, la réponse suivante:

„Schüpfen, den 6. Januar 1928.

„An den Vorstand der schweiz. Offiziersgesellschaft,
Herrn Oberst Dollfus, Präsident,

Castagnola.

„Mit Schreiben vom 31. Dezember 1927 haben Sie Ihr Bedauern darüber ausgesprochen, daß die Präsidenten der eidg. Räte es unterlassen haben, anlässlich seines Ablebens des verehrten Generalstabschefs von Sprecher ehrend zu gedenken. Für Ihr Empfinden habe ich volles Verständnis, denn auch ich habe nie anders als mit Hochachtung und Verehrung zu unserem hochverdienten Generalstabschef von Sprecher emporgeschaut. Sein Andenken bleibt mir heilig. Es ist mir eine Herzenserleichterung, Ihnen meine Auffassung als Bürger und als Offizier mitteilen zu dürfen.

„Geleitet vom Gefühle des Dankes und der Hochachtung hatte ich den Entschluss gefaßt, Donnerstag, den 8. Dezember Herrn von Sprecher im Rate zu ehren. Dabei erachtete ich es als ein Gebot des Taktes und des Anstandes, meinem Kollegen auf dem Präsidentenstuhl des Ständerates von meiner Absicht Kenntnis zu geben. Der Präsident der Fraktion des Herrn Savoy, Herr Nationalratsvizepräsident Walther, den ich ins Vertrauen zog, hatte die Freundlichkeit, mit dem Ständeratspräsidenten Rücksprache zu nehmen. Herr Savoy konnte sich zu einem Nachruf nicht entschließen und wies darauf hin, daß es nicht Uebung sei, Personen, die vom Bundesrat und nicht von der Bundesversammlung gewählt wurden, in den eidg. Räten zu ehren. Gleichzeitig erhielt ich Meldung, daß bei einem Teil der westschweizerischen Parlamentarier eine Ehrung von Sprechers auf starke Opposition stöße.

„Jetzt kam für mich der kritische Moment. Ich mußte mich entscheiden, nicht als Mensch und Offizier, sondern als Ratspräsident. Ich sah eine Spannung zwischen Deutsch und Welsch voraus. Wie sich diese Spannung entwickelt hätte, nachdem in der darauffolgenden Woche noch die Ordensfrage zur Diskussion kam, läßt sich heute nicht beurteilen; jedenfalls kam sie mir damals vor wie eine schwarze Wolke über dem eidg. Parlament. Die ablehnende Begründung des Herrn Savoy veranlaßte mich, Vergleiche mit der bisherigen Praxis anzustellen. Dabei mußte ich feststellen, daß tatsächlich auch bei andern hervorragenden Eidgenossen, die ihr Bestes für das Landeswohl einsetzten,

keine Ehrung bei den eidg. Räten stattfand. Ich erinnere an die Namen der militärischen Führer: Audéoud, Isler, Schieffle, Will, Bornand, der politischen Führer: alt Bundesräte Lachenal, Ruffy, Comtesse, alt Nat.-Rat Hirter, alt Ständerat Usteri, Minister von Planta, an andere hervorragende Männer: Prof. Kocher, Karl Spitteler. Daß ich vor dieser wichtigen Entscheidung auch noch den Rat erfahrener Kollegen einholte, ist wohl selbstverständlich.

„Nachdem ich alle diese Momente und Ratschläge in Erwägung gezogen hatte, kam ich zu meinem großen Bedauern, aber in guten Treuen, zu der Ueberzeugung, daß ich in diesem Falle nicht meinem Herzen, sondern meiner Pflicht als Ratspräsident zu gehorchen habe, und diese Pflicht erblickte ich damals darin, auf einen Nachruf zu verzichten. Ich habe in dieser ganzen Angelegenheit ein reines Gewissen und übernehme jede Verantwortung für meine Handlungsweise. Ich fühlte mich verpflichtet, Ihnen in aller Offenheit den ganzen Hergang zu schildern.

„Zum Schlusse habe ich noch zu bemerken, daß in der letzten Dezembersession zwischen den maßgebenden amtlichen Personen vereinbart wurde, anlässlich der Beratung des Geschäftsberichtes des Bundesrates dem hochverdienten Generalstabschef den Dank des Landes und der Räte auszusprechen.

„Ich danke dem Vorstand der schweizerischen Offiziersgesellschaft, daß er mir Gelegenheit gegeben hat, in freimütiger Aussprache mich zu der unterlassenen Ehrung zu äußern.

„Genehmigen Sie, hochgeehrter Herr Präsident, hochgeehrte Herren Vorstandsmitglieder, die Versicherung meiner vollkommenen

Hochachtung

R. Minger, Nationalratspräsident.

„P.S. Nachschlagungen haben ergeben, daß seinerzeit die Herren General Dufour und alt Bundesrat Stämpfli in den eidgenössischen Räten nicht geehrt wurden.“

Le Comité Central communique en outre la correspondance suivante:

Offiziersverein der Stadt Bern. Bern, den 5. Januar 1928.

„An den Zentralvorstand der Schweizerischen Offiziersgesellschaft
Herrn Oberst *Dollfus*,

Castagnola.

Sehr geehrter Herr Präsident,

„Wir beehren uns, Ihnen mitzuteilen, daß der Vorstand des Offiziersvereins der Stadt Bern in seiner Sitzung vom 4. Januar 1928 beschlossen hat, die Idee einer besondern Ehrung unserer beiden obersten militärischen Führer während des Weltkrieges, General und Generalstabschef, tatkräftig zu unterstützen, und stellt zu diesem Zwecke vorläufig einen Beitrag von Fr. 1000.— zur Verfügung.

„Wir ersuchen den Zentralvorstand der schweizerischen Offiziersgesellschaft, die Durchführung dieser Aktion an die Hand zu nehmen.
„Mit kameradschaftlichen Grüßen

Für den Vorstand,
Der Präsident: Der II. Sekretär:
Major *Alf. Strüby*. Hptm. *Rösch*.

Comité Central de la S. S. O. Lugano, le 7 janvier 1928.
«A la Société des Officiers de la Ville de Berne,
Berne.

Chers Camarades,

«Nous possédons votre estimée du 5 courant et nous nous empressons de vous communiquer ce qui suit:

«Avant même que la presse et l'opinion publique ne se soient émues pour le fait que le regretté Colonel Sprecher v. Bernegg, Chef de l'E.-M.-G. de l'Armée, n'ait pas été commémoré par les présidents des deux Chambres fédérales, le Comité Central de la S. S. O. a posé la question de l'ouverture d'une souscription pour la création d'un fonds Wille-Sprecher dont une partie devrait servir pour l'érection d'une pierre commémorative et la plus grande partie pour un but philanthropique ayant un caractère militaire. Le Président Central, Monsieur le Colonel Dollfus, a voulu se mettre d'accord, à ce sujet, avec M. Scheurer, Conseiller fédéral, Chef du D. M. F., et les approches, à l'heure qu'il est, ne sont pas encore terminés. Nous vous demandons partant si vous êtes disposés de mettre à la disposition du Comité Central, c'est à dire à la disposition du Fonds que la S. S. O. instituera, la somme de frs. 1000.— que vous avez voté dans votre réunion du 4 janvier.

«Dans l'attente d'une réponse nous vous présentons, chers Camarades, nos meilleures salutations.»

Pour le Comité Central de la S. S. O.,
p. o. Le Secrétaire:
Major *Bolzani*.

Sektionsberichte.

Offiziersgesellschaft Untertoggenburg, Wil und Gossau. Herr Major *Vollenweider*, Instruktionsoffizier der Sanität in Basel, hielt am 13. Dezember 1927 in der Offiziersgesellschaft im Hotel Schäfle, Degersheim, einen sehr instruktiven Vortrag über den Sanitätsdienst mit spezieller Berücksichtigung des Rückwärtigen.

Die *Delegiertenversammlung der St. Gallischen kantonalen Offiziersgesellschaft* hat am 19. November 1927 in St. Gallen die Offiziersgesellschaft Untertoggenburg, Wil und Gossau als *Vorortsektion* bestellt. In den *Vorstand* wurden gewählt die Herren: Oberstlt. Allenspach, Gossau, Präsident; Major Kuhn, Degersheim, Vizepräsident; Hauptm. Schläpfer, Flawil; Hptm. Hug, Wil, Kassier; Oblt. Wick, Niederuzwil, Aktuar.

Es wurde die Abhaltung einer kantonalen Offizierstagung im Frühjahr 1928 in Wil beschlossen.